

Dédicace de ***l'Economie camerounaise : pour un nouveau départ***

Yaoundé, Hôtel Hilton,
09 décembre 2008

Excellences Mesdames et Messieurs les
Ministres,

Excellences Mesdames et Messieurs les
Ambassadeurs et Représentants des Organisations
Internationales,

Excellences Nos Seigneurs les Evêques,
Madame et Messieurs les Recteurs,
Honorables Députés à l'Assemblée
Nationale,

Mesdames et Messieurs les Directeurs
Généraux et Secrétaires Généraux,

Messieurs les Officiers Généraux,
Mesdames et Messieurs les Professeurs,
chers collègues,

Mesdames et Messieurs les Etudiants,
Excellences Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de prendre
la parole devant cet impressionnant parterre de
prestigieuses personnalités venues prendre part au
banquet de l'esprit, à l'occasion de la cérémonie de
présentation et de dédicace de mon récent
ouvrage ***l'Economie camerounaise : pour un
nouveau départ.***

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier très sincèrement d'être venus si nombreux m'écouter et m'encourager.

Permettez-moi ensuite de remercier Mon Editeur AFREDIT et son Directeur Général Madame Simone EDZOA qui ont bien voulu accepter de m'accompagner dans l'accouchement de cette œuvre que je considère comme la plus importante de mes publications, non seulement parce que j'ai consacré une dizaine d'années pour sa production, mais surtout parce qu'elle a l'ambition d'embrasser l'ensemble de l'économie camerounaise.

Permettez-moi aussi de remercier Monsieur le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, et Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur d'avoir bien voulu co-parrainer cette Cérémonie, après m'avoir envoyé des lettres de félicitations et d'encouragement.

Permettez-moi enfin de remercier Mon ami et Collègue, Monsieur le Professeur Bruno BEKOLO EBE, Recteur de l'Université de Douala qui, malgré ses multiples occupations, a accepté de prendre de son temps pour lire près de 500 pages d'***Economie Camerounaise*** et vous en faire une économie générale.

Mesdames et Messieurs, c'est en 1995-96, je crois, que l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de l'Université de Douala m'a demandé d'aller dispenser à leurs

Etudiants un enseignement intitulé l'Economie camerounaise.

Vous avez compris que je devais créer un Cours qui n'existait pas. Pas plus qu'il n'existait une documentation facilement accessible sur le sujet. Il fallait donc créer. Il fallait non seulement concevoir un plan du Cours qui tienne la route, comme on dit, mais surtout rassembler une documentation éparsée et la traiter.

Je vous épargne les détails de ma démarche. Je vous livre seulement les résultats.

J'ai pensé que je devais, dans un premier temps, présenter l'économie camerounaise, pour la faire connaître ; et dans un deuxième temps, faire le bilan des politiques économiques mises en œuvre de l'indépendance à nos jours, pour en apprécier la pertinence et le cas échéant faire des propositions pour une politique de développement plus pertinente de notre point de vue.

Je dois vous dire qu'après avoir commencé ce travail alors que j'étais le Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Yaoundé II, je l'ai interrompu lorsque le Président de la République m'a nommé Conseiller Spécial du Premier Ministre, Chef du Gouvernement en décembre 2003.

Mais lorsque j'ai vu l'immense espoir que l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE par le Cameroun le 28 avril 2006 a suscité chez les camerounais, j'ai décidé de reprendre mon

entreprise là où je l'avais arrêtée, pour contribuer à la réflexion sur le post-ajustement.

La première partie de mon ouvrage présente donc l'économie camerounaise.

D'abord son évolution générale de 1950 à 2007 ; ensuite son évolution secteur par secteur, en adoptant la division de l'économie en secteur primaire, secteur secondaire et secteur tertiaire devenu classique depuis Colin Clark.

La présentation de l'évolution générale de l'économie camerounaise nous a amené à faire une périodisation qui distingue :

- une longue période de croissance remarquable, allant de 1950 à 1986 ;
- une période de crise allant de 1987 à 1995 ;
- et une période de reprise économique timide, allant de 1995 à nos jours.

Nous montrons, à l'aide d'une base de données de la Banque Mondiale, comment les PIB par tête du Cameroun, de l'Afrique subsaharienne et des pays à revenus intermédiaires bas, qui étaient au même niveau au milieu des années 70, ont pris des tendances différentes depuis lors, du fait des différences de leurs taux d'investissement. En effet, nous établissons une corrélation entre l'évolution des taux d'investissement et l'évolution du PIB par tête. La croissance soutenue du PIB par tête des PRIB est corrélative à des taux d'investissement moyens annuels de 25 à 33 % du PIB pendant 30 ans sans discontinuer ; tandis que l'Afrique subsaharienne s'illustre par un taux

d'investissement moyen qui n'a jamais atteint le Seuil critique de 25 % au cours de la période sous revue, ce qui explique la stagnation de son PIB par tête à un niveau très bas. Nous montrons que les taux de croissance les plus élevés atteints par le Cameroun de 1977 à 1986 (taux de croissance moyen du PIB réel de 7,6 % l'an), ont été réalisés au cours de la période où le Cameroun a des taux d'investissement qui s'élèvent jusqu'à 33 % du PIB en 1985 avec une moyenne de 29 % de 1977 à 1986. Par contre la crise économique correspond à une période où le Cameroun enregistre des taux d'investissement de plus en plus bas et la reprise économique correspond à une période où ces taux d'investissement remontent. Et la croissance économique reste atone, précisément parce que ce taux d'investissement reste en deçà du seuil critique de 25 %.

Après la présentation de l'évolution générale de l'économie camerounaise, nous passons à la présentation de l'évolution de cette économie secteur par secteur. Le secteur primaire d'abord, avec l'agriculture, la sylviculture, l'élevage et la pêche.

Le secteur secondaire ensuite avec les mines et l'énergie, l'industrie, les Bâtiments et les Travaux Publics.

Le secteur tertiaire enfin, avec les transports, les postes et télécommunications, l'hôtellerie et le Tourisme, le Commerce et les institutions financières.

La deuxième partie de l'ouvrage fait un bilan critique des politiques économiques mises en œuvre au Cameroun de l'indépendance à nos jours. La politique de planification d'abord, la politique d'ajustement structurel ensuite. Nous rappelons les objectifs de chacun des six plans quinquennaux que le Cameroun a eu à élaborer. Nous présentons les moyens financiers et les réalisations desdits plans. Nous faisons ensuite le bilan des 6 programmes d'ajustement structurel que le Cameroun a essayé de mettre en œuvre, non sans avoir rappelé les fondements théoriques de la politique d'ajustement structurel qui peuvent se résumer en la croyance selon laquelle le marché est la solution à tous les maux des économies en difficultés et l'intervention de l'Etat dans l'économie doit être réduite au rôle de régulateur. C'est ce que l'on a appelé le <<**consensus de Washington**>>. Non sans avoir rappelé, non plus, la Déclaration de stratégie et de relance économique que le Cameroun a adoptée, et qui est un programme d'ajustement autonome qu'il a voulu mettre en œuvre ; mais qui n'a pas trouvé l'appui de la communauté financière internationale qui lui a fait adopter au forceps les programmes d'ajustement structurel conventionnels qui sont des camisoles de force que doivent revêtir tous les pays sous-développés en crise.

Comme pour les plans quinquennaux de développement, nous présentons successivement les objectifs, les stratégies, et les résultats de ces

six programmes d'ajustement structurel. Nous montrons qu'il a fallu attendre la dévaluation de 50 % du franc cfa du 11 janvier 1994 pour voir le Cameroun passer des taux de croissance négatifs à des taux de croissance positifs, taux qui sont malheureusement restés en deçà du minimum requis pour espérer atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (au mieux 5 % au lieu de 7 à 8 %).

Mais au-delà de la reprise timide de la croissance, et de l'atteinte tardive (2006 au lieu de 2003) du point d'achèvement de l'initiative PPTTE par le Cameroun, ce que les Camerounais retiennent des programmes d'ajustement structurel, c'est la double baisse des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat de 30 % en janvier 1993 et 50 % en Novembre de la même année, le licenciement de plus de 50 000 employés des sociétés publiques et para-publiques et autres déflatés de la Fonction publique et la dévaluation de 50 % du Franc cfa du 11 janvier 1994. Toutes choses qui ont fait ramener leur niveau de vie moyen en 1994, à celui de 1964, c'est-à-dire de 30 ans en arrière, d'après une étude de la Banque Mondiale.

Nous montrons, de façon générale, que si la planification n'a pas toujours permis d'atteindre les résultats escomptés, l'ajustement structurel n'a pas permis à l'économie camerounaise de retrouver les niveaux de croissance économique d'avant la crise de 1986-1987. Nous montrons en particulier que le

Cameroun n'a pas amélioré son rang mondial par rapport à l'indicateur du développement humain du PNUD dont le niveau en 2006 est de 0,506, le situant à la 144^e place sur 177 pays ; mais surtout nous montrons qu'on assiste à la baisse de l'espérance de vie du Cameroun qui passe de 56,3 ans en 1993 à seulement 45,7 ans en 2004.

Nous nous réjouissons dès lors de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE par notre pays en avril 2006. Ce qui non seulement devait permettre à notre pays de bénéficier d'une réduction de sa dette extérieure d'environ 1400 milliards de francs cfa pour l'avenir ; mais surtout lui donner des coudées franches pour pouvoir mener une politique économique plus autonome et que nous souhaitons plus audacieuse.

Cette nouvelle politique économique, que nous appelons de nos vœux, devrait permettre d'adresser ce que nous considérons comme la plus grande ambition du 2^e Septennat du Président Paul BIYA, celle de sortir notre pays du sous-développement pour le faire rentrer dans la modernité. Ce qui est le vœu de tous les Camerounais.

Nous proposons alors des éléments de réponse à la question "**Comment faire pour sortir le Cameroun du sous-développement ?**"

D'après nous, au moins trois choses :

1°) s'étendre sur une vision stratégique prospective, nous proposons celle d'être un pays émergent dans une quinzaine d'années ;

2°) placer le développement des infrastructures au centre de la nouvelle politique économique ;

3°) faire de la bonne gouvernance une réalité.

Nous n'allons pas développer ici ces idées qui sont abondamment développées dans l'ouvrage.

Au total, nous avons l'impression que nous avons écrit un ouvrage d'histoire économique du Cameroun, un ouvrage de géographie économique du Cameroun, un ouvrage d'analyse économique du développement et un ouvrage de politique économique de développement.

L'Économie camerounaise : pour un nouveau départ apparaît d'abord à nos yeux, comme un ouvrage d'histoire économique du Cameroun.

En effet, il retrace non seulement l'évolution générale de l'économie camerounaise de 1950 à 2007 et l'évolution secteur par secteur de ladite économie, mais aussi les différentes politiques économiques mises en œuvre au Cameroun de l'indépendance à nos jours.

L'Économie camerounaise : pour un nouveau départ apparaît ensuite comme un ouvrage de géographie économique du Cameroun.

En le parcourant, l'on doit pouvoir savoir dans quelle localité du Cameroun se trouve quelle richesse économique et en quelle quantité, selon l'information actuellement disponible.

L'Économie camerounaise : pour un nouveau départ est aussi un ouvrage d'analyse économique, en général et d'analyse du développement en particulier.

En effet, lorsque nous établissons la corrélation entre la croissance du taux d'investissement et celle du taux de croissance économique de 1975 à 2005 ou entre l'endettement public extérieur et l'investissement au Cameroun de 1975 à 2002 et que nous mettons en évidence le seuil d'endettement supportable, ou encore lorsque nous identifions les canaux de transmission des effets du développement des infrastructures sur la croissance économique ou la corrélation entre les différentes composantes de la gouvernance et la croissance économique, il s'agit de l'analyse économique en général et de l'analyse économique du développement en particulier.

L'Économie camerounaise : pour un nouveau départ est enfin un ouvrage de politique économique en général et de politique de développement en particulier.

En effet, faire un bilan des politiques économiques mises en œuvre, c'est déjà faire de la politique économique. Mais surtout, lorsque nous analysons les conditions du développement économique du Cameroun, que ce soit la vision

stratégique prospective, que ce soit la place centrale des infrastructures dans la politique de développement ou que ce soit la relation entre la gouvernance et le développement économique, il s'agit de politique économique.

Nous souhaitons donc que cet ouvrage, que nous considérons comme notre plus grand ouvrage à ce jour, et en tous cas qui paraît comme un ouvrage de référence, soit utile non seulement pour le monde académique et de la recherche, non seulement pour le monde des affaires, mais aussi pour le monde politique et diplomatique.

Il ne nous reste plus qu'à vous souhaiter une bonne lecture et une exploitation optimale de cet ouvrage.

Nous vous remercions de votre patiente attention.

Professeur TOUNA MAMA
Membre de l'Académie des
Sciences du Cameroun